



**Le Directeur Général venait voir uniquement les « hauts gradés de la Région »...**

**Il ne voulait pas voir les agent-e-s de Haute Garonne, ni les services....**

**Il a quand même dû nous voir! Soudé-e-s ! Mobilisé-e-s !**

Nous étions donc une cinquantaine de militant-e-s à être présent-e-s tôt le matin pour accueillir les responsables des départements d'Occitanie qui se rendaient au rendez-vous du DG au Belvédère à Toulouse (cf : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/407-le-dg-a-toulouse-le-15-action.html>).



Nous ne voulions pas laisser passer ce déplacement sans réaction et nous avons donc, dans un premier temps, distribué aux cadres qui rejoignaient la salle le tract unitaire, mais aussi l'interpellation des agents de la TTA-CAS (le sujet Amendes était à l'ordre du jour de la matinée dans la journée de réunion).

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/408-venue-du-dg-a-toulouse.html>

**Puis, pendant une quinzaine de minutes nous avons interpellé le Directeur Général.** A noter qu'il est venu à notre rencontre quand son prédécesseur s'était caché toute la journée lors de sa visite à Toulouse il y a quelques années. Nous n'avons donc pas eu à jouer au chat et à la souris. Nous avons en premier lieu évoqué son attitude scandaleuse de rupture honteuse des négociations indemnitaires nationales en cours. Tout ça comme par « bouderie » parce que les syndicats (et en particulier *Solidaires Finances Publiques*) relayent le malaise profond créé par les dysfonctionnements de GMBI et les tensions provoquées pour les agent-e-s lors de la campagne en cours des TH Secondaires.

Nous avons également pointé le massacre en cours des suppressions d'emplois en Haute-Garonne (de fait -29 emplois !), toujours inadmissibles mais d'autant plus démesurées quand il est partout annoncé une pause à la DGFiP qui se traduit par la création nette de 148 emplois au niveau national.

Des expressions ont également porté sur les conditions de travail dégradées dans tous les services et la perte de sens dans l'exercice des missions. Une intervention également d'une collègue des SPF pour souligner les mobilisations de ces services mais également l'enjeu du sens perdu du travail dans des process kafkaïens, une perte de qualité du travail et le sentiment de trahison de l'administration avec la destruction du SPF de Toulouse dans le cadre de la démétropolisation....

Nous nous sommes donc fait entendre, dans l'unité syndicale et la combativité !



**Une audience entre le DG et les syndicats de Haute-Garonne pour pointer des sujets essentiels et d'actualité. Pour encore et toujours défendre les agent-e-s de Haute-Garonne.**

La délégation de *Solidaires Finances Publiques 31* a remis un épais dossier sur plusieurs sujets locaux. Nous avons également rédigé une lettre ouverte détaillée pour pointer nos interrogations et analyses : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/408-venue-du-dg-a-toulouse.html>. Ensuite nous sommes revenus sur plusieurs points, avec l'objectif surtout dans un exercice contraint (50 minutes d'entretien !) d'obtenir le maximum de réponses du Directeur Général.





**Sur les négociations indemnitaires :** Nous n'avons pas manqué de pointer, comme le matin, notre stupéfaction d'avoir vu les négociations indemnitaires prises en otage et repoussées par ce DG alors que les attentes sont immenses chez les agent-e-s !

« on va les reprendre » (en Janvier donc...et préparez vous à l'action !)... Il envisage de « faire quelque chose sur l'indemnitaire » (nous attendons du bien plus lourd !)...

Sur le dossier de l'Indemnité de Résidence porté depuis longtemps par *Solidaires Finances Publiques 31* et réactivé à tous les niveaux ces dernières semaines, il convient que la

revendication « est légitime et il s'engage à la relayer auprès des autorités de tutelle » (avec les interpellations politiques impulsées par *Solidaires Finances Publiques 31*, ça peut être utile !)...

**Sur la situation des effectifs à la DRFiP 31 :** nous avons déjà évoqué le sujet auprès du Délégué Interrégional (<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/398-cr-audience-chez-le-delegue-du-dg.html>) puis du DRFiP. La réalité des emplois supprimés annoncés pour la Haute Garonne (de fait -29 emplois!) est démesurée comme nous le disons au recto, mais aussi au vu des années précédentes. Le DG a beau dire que « les gros départements étaient ciblés, c'est un niveau incompréhensible qui nous touche.

Visiblement nos interpellations sont prises au sérieux puisque le DG « s'engage rapidement à une étude de la situation des effectifs de la Haute-Garonne » au vu de nos arguments, qu'il avait du mal à réfuter. Il semblait d'ailleurs se dire : « mais ouais ils ont raison j'ai oublié de leur ajouter + 10 emplois Amendes dans mes documents... ».

Une étude plus large sur les emplois est en cours et nous avons exigé d'être tenus au courant de toute urgence ! A suivre donc, même si nous n'attendons pas que des belles paroles !

**Une information « politique » importante sur petites et grosses directions** glissée dans l'échange , le DG nous dit « qu'il tient absolument à la pleine compétence dans toutes les directions, qu'il ne variera pas et que cela signifie un socle d'emplois incontournable pour les petites ». En clair, il indique ainsi que le débat sur la fusion de certaines petites directions, ou des transferts importants de compétences, n'est pas éteint. Même si lui n'en veut pas, il n'est pas éternel à ce poste et donc la vigilance est de mise pour l'avenir.



**Sur le dossier Amendes :** suite à l'interpellation détaillée des agent-e-s de la TTA-CAS, il répond que les sujets posés sont légitimes et que la DG est en travail sur ce dossier. Il confirme l'arbitrage de +10 emplois pour le CAS en 2024 (et pour 2025 ?) mais n'a dévoilé aucune réponse détaillée supplémentaire si ce n'est que ce dossier est bien « prioritaire » et d'ailleurs abordé toute la matinée dans la réunions avec les cadres supérieurs. A suivre donc avec une réponse attendue des personnels ! Il se dit disponible pour un Groupe de travail national avec les OS sur ce dossier.

**Sur GMBI et la campagne THS :** il dit être d'accord pour « constater que ça n'a pas fonctionné avec un manque d'anticipation et de communication mais aussi eu égard à l'outil ». Il s'est efforcé ensuite de souligner l'implication des personnels. Nous pensons qu'il est très loin de prendre la mesure des difficultés des agent-e-s en première ligne pour faire au mieux dans cette situation !

**Sur les conditions de travail dégradées et la vie des services :** le DG nous a « donné acte » de l'importance de ces questions suite aux réorganisations de service et du NRP. Il a convenu ainsi qu'il fallait faire « un effort sur l'organisation du travail » et « faire gaffe à la taylorisation du travail ». Ces paroles pourraient être « douces » à des oreilles de syndicalistes, mais elles méritent tellement de passer aux travaux pratiques et à de réelles réponses aux agent-e-s sur le terrain que nous ne nous en griserons certainement pas !



**Quelques autres sujets évoqués (rapidement, au vu du caractère contraint de l'audience) :** les sujets nationaux évoqués dans le dialogue national sont à décider avec les OS qui ont souhaité cibler des sujets précis nationalement. Il se dit disponible pour évoquer d'autres sujets, en particulier le dossier Amendes (et nous avons de notre côté évoqué le sujet du recouvrement des particuliers, le dossier des SGC, le dossier central de l'immobilier avec notre refus « d'ensardinement » en pointant le scandale de « l'espace innovant » rue des lois).

Il a évoqué une expertise à venir de sa part sur le dossier des agent-e-s en situation de handicap qui passent les concours (avec non remboursement de l'acte médical nécessaire à l'apport de preuve du handicap).

Sur les ponts naturels, il dit avoir donné la main aux directions locales pour appréhender le sujet sans rien interdire... Nous avons donc demandé au DRFiP d'être plus clair et de revenir sur le sujet.